


# UN JOBISTE SUR DEUX TRAVAILLE pour payer ses études

 Près de 15 % des étudiants doivent se débrouiller sans l'aide de leurs parents, montre une étude de la Fef

► En principe, le boulot principal des 180.000 étudiants des hautes écoles et des universités francophones, c'est d'étudier. Pourtant, près d'un jeune sur deux (47 %) cumule études et au moins un petit job pendant l'année et/ou les vacances, ressort-il d'une enquête menée par la Fédération des étudiants francophones (Fef) au cours de l'année académique 2016-2017 auprès de 3.000 d'entre eux.

Mais qu'est-ce qui pousse les étudiants à travailler ? "Notamment pour payer mes études", répondent la moitié d'entre eux. Autres raisons invoquées : se faire de l'argent de poche ou acquérir une expérience professionnelle - même si la grande majorité déclarent que leur job de serveur, de préparateur de sandwiches ou de vendeur de gaufres n'a rien à voir avec leur formation...

L'étude sur les campus montre aussi que près de 15 % des jeunes doivent se débrouiller sans l'aide de leurs parents pour financer leurs études. Dans un cas sur dix, l'étudiant est obligé de prendre un job en parallèle qui

sert uniquement à payer sa formation, qu'il rêve de devenir avocat, instituteur ou mathématicien. Parmi ces travailleurs, la Fef met en évidence un profil d'étudiants particulièrement précarisé : ceux qui sont à la fois jobistes et bénéficiaires d'allocations sociales, que ce soit des aides sociales de l'enseignement supérieur ou le revenu d'intégration sociale (RIS) accordé par le Centre public d'action sociale (CPAS).

Actuellement, un étudiant du supérieur sur dix touche le RIS. Entre 2002 et 2016, soit en 15 ans, la proportion de bénéficiaires a été multipliée par sept. Et la tendance à la hausse ne faiblit pas. Même pour les jeunes qui peuvent compter financièrement sur leurs parents, la solidarité familiale ne suffit pas toujours : deux jeunes sur trois doivent trouver d'autres sources de revenus, notamment un petit job. "Cette limitation quantitative de la capacité des parents à financer les études de leurs enfants est un signe majeur d'une précarisation grandissante de la jeunesse et, de manière générale, de la po-

pulation", s'alarme la Fédération des étudiants francophones.

## REPRODUCTION DES

**— INÉGALITÉS SOCIALES —**  
Les difficultés financières des étudiants sont encore renforcées par la tendance à la hausse du coût de la vie étudiante, relève la Fef. Voilà qui entraîne de graves conséquences en matière d'accessibilité à l'enseignement supérieur pour les classes sociales les plus pauvres, pointe la fédération étudiante.

À l'inverse de jouer l'ascenseur social, l'enseignement supérieur devient un outil de reproduction des inégalités sociales déjà cristallisées par l'enseignement secondaire, dénonce la Fef. Elle réclame des mesures permettant un meilleur accès aux études : harmonisation et réduction générale de l'ensemble des minerval, réduction du coût indirect des études... La charge financière liée au matériel, aux voyages, aux outils, et, en général, à toutes les dépenses pédagogiques ne doit plus être supportée par les étudiants, dit la Fef.

L.I. B.